

Elevages
Service environnement
DDPP du Finistère
2 rue de Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OCEANOPOLIS

Centre de Coat Ar Gueven
3, rue Duleix
29200 Brest

Références : -
Code AIOT : 0052900296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement OCEANOPOLIS implanté Port de plaisance du moulin blanc 29200 BREST. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OCEANOPOLIS
- Port de plaisance du moulin blanc 29200 BREST

- Code AIOT : 0052900296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Océanopolis est un centre de culture scientifique dédié à l'océan, ouvert depuis 1990. Il propose une immersion dans les écosystèmes marins à travers trois pavillons thématiques : polaire, tropical et tempéré, abritant plus de 10 000 animaux de 1 000 espèces différentes.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Sans objet
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
3	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
4	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	Sans objet
5	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
6	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
7	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
8	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
9	Confinement	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.2 et 3.3	Sans objet
10	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
11	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
13	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Sans objet
14	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
15	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
16	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
17	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
18	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate qu'aucun point de contrôle n'est susceptible de suite à l'issue de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) ;</p>

<p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, la copie de la télédéclaration A-5-E8GU3CIK2 du 8 avril 2025, relative à la modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2024-06 AI du 20 mars 2024, concernant la liste des installations soumises à une rubrique de la nomenclature des installations classées. Selon les calculs réalisés par son prestataire, la quantité cumulée de gaz à effet de serre est désormais de 697 kg, contre 797 kg déclarés initialement le 20 mars 2024 (gaz fluorés utilisés dans des équipements frigorifiques ou de climatisation).</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes. Ce document précise, pour chaque équipement, son nom, le type de fluide utilisé, la charge en fluide, la date d'installation, la date du dernier contrôle d'étanchéité, celle du prochain contrôle prévu, ainsi que la présence ou non d'un détecteur de fuites fixe. La quantité cumulée de fluide frigorigène excède 300 kg (685,45 kg), ce qui soumet l'établissement à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1185-2-a.</p> <p>L'inspection constate une légère différence entre la quantité cumulée de gaz à effet de serre de la télédéclaration et le tableau transmis. L'exploitant indique que cette différence provient des modifications effectuées récemment sur plusieurs équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise, à l'issue des travaux en cours (projet Métamorphose), la télédéclaration indiquant la quantité cumulée de gaz à effet de serre présente dans l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018).</p>

Annexe 1 :

Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides.

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Point 3.3 : Etat des stocks de fluides :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

Étiquetage des équipements contenant des fluides.

L'ensemble des équipements n'a pas fait l'objet d'un contrôle exhaustif lors de l'inspection. Un contrôle par sondage a été réalisé sur les principaux équipements composant l'installation frigorifique de l'établissement.

Les équipements examinés présentent un étiquetage visible précisant la nature du fluide frigorigène utilisé ainsi que la quantité susceptible d'être contenue.

État des stocks de fluides :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes. Ce document précise, pour chaque équipement, son nom, le type de fluide utilisé, la charge en fluide, la date d'installation, la date du dernier contrôle d'étanchéité, celle du prochain contrôle prévu, ainsi que la présence ou non d'un détecteur de fuites fixe. La quantité cumulée de fluide frigorigène est de 685,45 kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération

Prescription contrôlée :

Règlement 2024/573 :

Article 13 - Restrictions d'utilisation ;

[...]

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

- a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;
- b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Constats :

À partir des éléments transmis en amont, l'inspection constate que cinq équipements de l'établissement contiennent du fluide frigorigène R404A, dont le Potentiel de Réchauffement Global (PRG) est supérieur à 2 500. Parmi ceux-ci, un équipement (vitrine événement n°2 - code 3351207002) contient 1 kg de fluide. Les quatre autres équipements contiennent une quantité de fluide supérieure ou égale à 2 kg et font l'objet de contrôles périodiques d'étanchéité.

Les dernières fiches d'intervention relatives à ces contrôles indiquent l'absence de fuite :

CF Négatif Tropical 3351207002 : contrôles du 26/02/2025 et 26/02/2024 - pas de fuite ;

FRIGA BOHN MR120 BZH 3351207002 : contrôles du 26/02/2025 et 27/02/2024 - pas de fuite ;

Salle autopsie POLAIRE 3351207002 : contrôles du 16/04/2025 et 31/12/2024 - pas de fuite ;

FRIGA BOHN MUC140 TROPICAL 3351207002 : contrôles du 16/04/2025 et 21/11/2024 - pas de fuite.

L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, que le fluide frigorigène de l'équipement « Salle autopsie POLAIRE 3351207002 » a été remplacé par du R32. Il précise également que des travaux sont prévus au cours de l'année afin de substituer le R404A encore présent dans certains équipements par des fluides à plus faible PRG.

Les fiches d'intervention examinées ne mentionnent aucun rechargement en fluide pour les équipements contenant un fluide dont le PRG est supérieur à 2 500.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-79 du code de l'environnement :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

[...]

Constats :

<p>Un équipements dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes a été récemment installé : CLIMAVENETA - EW-HT 0182 - BÂTIMENT ACCUEIL le 21/11/2024.</p> <p>L'exploitant a fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue (numéro d'attestation 396-R1 Engie Energie Service - Noyal Chatillon sur Seiche)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches d'intervention pour les opérations nécessitant une manipulation de fluides frigorigènes fluorés effectuées sur un équipement thermodynamique, prévue à l'article R. 543-82 du Code de l'environnement et pour les contrôles d'étanchéité prévus au R. 543-79 du même code transmise par l'exploitant indique que ces opérations ont été réalisées par la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES numéro de Siret : 55204695503773 établi 4, Rue Claude Chappe, ZA LE VALLON-NOYAL, CS 59113, 35091 RENNES CEDEX 9 qui est titulaire d'une attestation de catégorie 1 dans le secteur d'activité du froid et de la climatisation.</p>

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection puis complété après celle-ci, les attestations d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes de catégorie 1 pour les personnes intervenant sur les installations frigorifiques et signataires des fiches d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-82 du code de l'environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les fiches d'intervention des derniers contrôles étanchéité réalisé sur les équipements dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014. Ces fiches sont toutes signées conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement. L'exploitant indique que les fiches d'intervention sont toutes scannées et sauvegardées informatiquement. L'exploitant indique conserver l'original au moins 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p> <p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances</p>

appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
Constats : Les documents transmis en amont par l'exploitant n'indiquent pas la présence d'équipements contenant des HCFC. Cet élément est confirmé lors de l'inspection : l'exploitant indique qu'aucun équipement de l'établissement ne fonctionne au R22.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Les fiches d'intervention transmises en amont de l'inspection ne font pas état de rechargements récurrents en fluide frigorigène. Une intervention datée du 07/04/2025 mentionne une recharge de 15 kg de fluide neuf R449A sur l'équipement GENEGLACE - F90H - 216710 - Glace paillettes (code 3351207002), correspondant à la charge totale de l'équipement. Lors de l'inspection, l'exploitant précise la nature de cette intervention : une fuite est survenue sur le circuit frigorigène (shradet BP et flasque du carter d'huile du compresseur), entraînant la vidange complète du circuit. Une réparation a été effectuée, suivie d'un contrôle et d'une recharge du système.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 3.2 et 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 : Article 4 : [...] <p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p>

[...]

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

Article 7 - Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

L'exploitant indique que deux techniciens frigoristes de la société Engie sont présents en permanence sur le site et assurent la gestion quotidienne des équipements frigorifiques. La plupart des équipements sont installés en redondance, ce qui permet d'isoler les circuits en cas de dysfonctionnement et de réaliser les opérations de maintenance sans situation d'urgence.

Un dispositif d'astreinte est également en place afin de garantir une prise en charge rapide de tout incident lié aux installations frigorifiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :</p> <p>Article 6 - Systèmes de détection des fuites :</p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements transmise en amont de l'inspection par l'exploitant ne fait état d'aucun équipement contenant des gaz à effet de serre fluorés en quantité supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂, ou de 100 kg ou plus de gaz visés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d) du règlement (UE) n° 517/2014.</p> <p>Néanmoins, la salle des machines accueillant des équipements fonctionnant au fluide R1234ze est équipée de détecteurs d'ambiance et d'un dispositif d'extraction, en lien avec le risque explosimétrique associé à ce fluide.</p> <p>Par ailleurs, les équipements suivants sont équipés d'un système de détection de fuite :</p> <p>3351207002 - CARRIER - 30XW-P0712-0031PEE - 12k012251 - PAC 6° GÉNÉRAL,</p> <p>3351207002 - CARRIER - 30HT-101-0051-EE - LT 212</p> <p>3351207002 - HK REFRIGERATION - ECO2BOOST S 3P-2N - mpb0026 - CENTRALE CUISINE</p> <p>Les dispositifs de détection de gaz en place sont les suivants :</p> <p>1 centrale MX32 n° 10120QC-007 équipée de 1 OLC100 0-2000 ppm fréon R134a (groupe froid tempéré) ainsi qu' 1 alimentation secourue SLAT 2x 12v 7ah</p> <p>1 centrale MX32 v2 équipée de 2 OCLT100 XPIR HFO 1234ze (local sdm tropical)</p> <p>15 détecteurs DANFOSS CO2 relie sur automate (alimentation et local compresseur CO2)</p>

Les fiches techniques de ces dispositifs ont été transmises à l'inspection.

L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection les comptes rendus des contrôles des systèmes de détection des fuites réalisés en 2024 et 2025 par la société TELEDYNE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Caractéristiques du système de détection de fuites

Prescription contrôlée :

Arrêté du 29 février 2016 - Article 3 :

I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

a) La pression ;

b) La température ;

c) Le courant du compresseur ;

d) Les niveaux de liquides ;

e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV. Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V. Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats :

La liste des équipements transmise en amont de l'inspection par l'exploitant ne fait état d'aucun équipement contenant des gaz à effet de serre fluorés en quantité supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂, ou de 100 kg ou plus de gaz visés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d) du règlement (UE) n° 517/2014.

Néanmoins, la salle des machines accueillant des équipements fonctionnant au fluide R1234ze est équipée de détecteurs d'ambiance et d'un dispositif d'extraction, en lien avec le risque explosimétrique associé à ce fluide.

Par ailleurs, les équipements suivants sont équipés d'un système de détection de fuite :

3351207002 - CARRIER - 30XW-P0712-0031PEE - 12k012251 - PAC 6° GÉNÉRAL,

3351207002 - CARRIER - 30HT-101-0051-EE - LT 212

3351207002 - HK REFRIGERATION - ECO2BOOST S 3P-2N - mpb0026 - CENTRALE CUISINE

Les dispositifs de détection de gaz en place sont les suivants :

1 centrale MX32 n° 10120QC-007 équipée de 1 OLCT100 0-2000 ppm fréon R134a (groupe froid tempéré) ainsi qu' 1 alimentation secourue SLAT 2x 12v 7ah

1 centrale MX32 v2 équipée de 2 OCLT100 XPIR HFO 1234ze (local sdm tropical)

15 détecteurs DANFOSS CO2 relie sur automate (alimentation et local compresseur CO2)

Les fiches techniques de ces dispositifs ont été transmises à l'inspection.

L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection les comptes rendus des contrôles des systèmes de détection des fuites réalisés en 2024 et 2025 par la société TELEDYNE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 :
Article 5 :

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou
- b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés.

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;
- b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;
- c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après

qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;

b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes. Ce document précise, pour chaque équipement, son nom, le type de fluide utilisé, la charge en fluide, la date d'installation, la date du dernier contrôle d'étanchéité, celle du prochain contrôle prévu, ainsi que la présence ou non d'un détecteur de fuites fixe.

Après calcul de l'équivalence en TeqCO₂ des quantités de fluide frigorigènes présents réalisé à partir de cette liste, l'inspection constate que les fréquences des contrôles d'étanchéité sont respectées.

L'inspection des installations classées constate également la concordance entre les éléments déclarés dans l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes et les données renseignées dans les fiches d'intervention relatives aux contrôles périodiques d'étanchéité réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 7 - Tenue de registres :

1.Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;

<p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée ;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p> <p>2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :</p> <p>a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;</p> <p>b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le registre dans lequel sont conservés les fiches d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette</p>

date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des équipements frigorifiques n'a pas fait l'objet d'un contrôle exhaustif lors de l'inspection. Un contrôle par sondage a été réalisé sur les principaux équipements constituant l'installation.</p> <p>Les équipements examinés présentent un étiquetage lisible mentionnant la nature du fluide frigorigène utilisé ainsi que la quantité susceptible d'être contenue.</p> <p>L'inspection constate également la présence de marques de contrôle d'étanchéité sous forme de vignettes adhésives bleues, de forme circulaire et de diamètre supérieur ou égal à 4 cm, conformes au modèle défini en annexe de l'arrêté du 29 février 2016.</p> <p>Ces vignettes sont apposées de manière à rester visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette remplace systématiquement la précédente.</p> <p>Chacune des vignettes indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
Constats :

<p>L'ensemble des équipements frigorifiques n'a pas fait l'objet d'un contrôle exhaustif lors de l'inspection. Un contrôle par sondage a été mené sur les principaux équipements constituant l'installation.</p> <p>Aucun des équipements examinés ne présentait de marque signalant un défaut d'étanchéité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Déclaration des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Déclaration de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets - Article 4 :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique une perte de 15 kg de R449a sur 15 kg de charge totale de l'équipement. Une fiche d'intervention datée du 07/04/2025 fait état d'une recharge de 15 kg de fluide vierge de R449A sur l'équipement GENEGLACE - F90H - 216710 - GLACE PAILLETES n°3351207002. Réparation sur le circuit frigorigène (fuite sur shrader BP + sur flasque carter huile compresseur). L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'autres fuites sur les équipements. Le seuil de déclaration n'est pas atteint.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection la liste des équipements sous pression air comprimé et frigorifique présents dans l'établissement.</p> <p>Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'inspection constate le respect des échéances des inspections périodiques et de requalification des équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le compte rendu de la vérification périodique des installations électriques Q18, réalisée du 15 au 17 janvier 2025. La précédente vérification remontait au 7 février 2024.</p> <p>Le rapport mentionne 22 observations. L'exploitant a également communiqué les ordres de travail correspondant aux actions correctives engagées. L'examen des documents permet de constater une concordance entre les numéros d'ordres de travail figurant en marge du rapport de vérification et les éléments figurant dans les documents transmis.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs adressé le rapport de vérification par thermographie infrarouge des installations électriques Q19, réalisée du 18 au 19 mars 2025. Ce document signale une anomalie de priorité 2. L'ordre de travail n°79229 relatif à sa prise en charge a également été transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>